

# L'Afrique dans le mouvement de la crise

Martin Verlet, sociologue (ORSTOM)

L'Afrique. La crise. Quelle crise ? Tel est, dans la généralité, le thème autour duquel sont centrées les présentes réflexions. Il importe d'emblée de signaler une double limitation qui borne notre champ d'analyse. Si, de plus en plus, le continent africain est à considérer comme un ensemble, l'accent est mis plus particulièrement sur l'Afrique au sud du Sahara. D'autre part, même si nous incitons à appréhender la crise dans sa globalité, dans ses composantes multiples et entrelacées, les évolutions économiques et sociales, sont ici privilégiées. Le caractère délibérément partiel de l'approche répond au souci d'apporter un éclairage complémentaire aux nombreuses études récentes qui, le plus souvent, s'en tiennent au politique, à l'idéologie ou au culturel.

La crise, telle qu'elle se déploie en Afrique, fait partie intégrante de celle qui s'approfondit dans l'ensemble des pays qui se trouvent placés sous l'emprise du système capitaliste. Elle s'identifie ainsi à la crise dans ce qu'elle a de plus général, c'est-à-dire affectant durablement les structures de mise en valeur du capital, ce qui n'exclut en rien que ces manifestations puissent varier considérablement selon les pays. Elle possède un enracinement national ou inter-étatique, ce qui ne contredit pas ses dimensions internationales ni l'impact inégal des contraintes extérieures sur les **économies**. Elle doit être saisie dans son moment actuel, mais sans l'isoler des **grandes mutations sociales et du processus précipité, heurté de libérations sociales et humaines qui marquent** notre époque.

La crise revêt néanmoins en Afrique plusieurs traits spécifiques qu'il importe de discerner. Une telle spécificité est largement la conséquence des conditions historiques, qui ont marqué l'incorporation du continent africain au système capitaliste mondial. Cela est singulièrement manifeste si l'on considère les régions situées au sud du Sahara.

Du XV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, l'essor du capitaliste mercantile s'est appuyé sur l'économie de traite : traite des hommes, traite des richesses matérielles. Le continent s'est ainsi trouvé vidé d'une immense part de sa substance, celle-ci étant drainée vers l'extérieur et participant à l'amorce de l'accumulation du capital. A partir du XIX<sup>e</sup> siècle, l'impact de la domination coloniale directe a bousculé les formations sociales, désintégré les systèmes productifs, désagrégé ou déformé les structures du pouvoir politique, nié le mouvement de la pensée et de la création. Fondé sur le gaspillage des ressources et l'oppression sociale, le système colonial a imposé des structures économiques tendant à l'excroissance de secteurs spécialisés dans la production ou la collecte de matières premières végétales ou minérales destinées aux métropoles impériales. Dans les années 50, puis 60, la poussée du mouvement national et son déferlement en Asie, au Moyen Orient puis en Afrique engendre un processus accéléré d'accès à l'indépendance politique. Les pays impérialistes réussissent dans bien des cas à tisser un réseau dense de liens de domination et de dépendances de type néo-colonial. Ils le feront en intervenant au sein même des structures des nouveaux Etats. Par l'entremise d'accords de coopération (ce fut le cas de la France), de programmes d'aide et de développement, de conventions (telles celles de Yaoundé puis de Lomé en ce qui concerne les pays de la CEE), ils impulsèrent une croissance redoublée de la pénétration capitaliste et une accentuation de la spécialisation dans le cadre de la division internationale du travail régi par l'impérialisme. Si elles furent sévèrement comprimées, voire annihilées sous la pression des pays impérialistes, les expériences de transformation politique et sociale conduites durant cette période (en Egypte, au Ghana, en Guinée, en Algérie, au Mali) eurent une grande portée historique et politique. Elles mirent en évidence la nécessité et la difficulté de desserrer la contrainte des rapports externes. Elles jetèrent les bases de formes actives, de solidarité anti-coloniale et anti-impérialiste à l'échelle du continent et au-delà. Elles révélèrent la complexité des transitions engagées et l'accélération des procès de différenciation sociale dès lors que la question du pouvoir d'Etat, de son exercice, de son contrôle était posée.

A partir des années 70, alors que perce la crise des structures de domination capitaliste, les rapports néo-colonialistes d'assujétissement et de pillage sont mis en cause, en particulier en Afrique. Plus nombreux sont les pays (Algérie, Libye, Congo, Madagascar, Bénin, Angola, Mozambique, Cap Vert, Ethiopie, Maurice, Seychelles) qui tentent de

frayer leur voie hors des pressions politiques, de l'impérialisme. Le contenu social des luttes de libération nationale qui triomphent (MPLA, FRELIMO, PAIGC) ou se développent (ANC d'Afrique du Sud) durant cette période, donne un souffle nouveau et revigoré aux actions de transformation révolutionnaire, aux luttes de classe, au mouvement vers le socialisme en Afrique. Alors que dans la période des années 60, les diverses variétés de « socialisme africain », forme de pacte idéologique des bourgeoisies africaines accédant au pouvoir et voilage de leur alliance avec le capital étranger, étaient largement diffusées, l'influence du marxisme, des expériences socialistes réelles grandit<sup>1</sup>. Ces tendances s'expriment dans une période de montée de la crise en même temps que persistent des problèmes nationaux à vif (en Afrique australe avant tout) qui pèsent sur le devenir politique mais aussi économique du continent.

D'autres éléments de spécificité de la crise tiennent aux caractères des formations sociales en Afrique au sud du Sahara. Le débat sur le mode de production asiatique qui fut ranimé dans le courant des années 60 suscita un approfondissement de la réflexion sur les rapports sociaux en Afrique<sup>2</sup>. Les études d'anthropologie économique se multiplièrent alors. L'analyse des formes sociales dans leurs liaisons avec les rapports de production se développa. L'idée d'un « mode de production africain » fut avancée. Celle de l'articulation entre modes de productions distincts, comme l'une des caractéristiques des formations sociales africaines, fut l'objet d'amples discussions. La pénétration des rapports capitalistes dans des sociétés marquées largement par la perdurabilité de formes sociales pré-capitalistes, par la persistance de solidarités fondées sur la parenté, l'alliance ou la communauté proche (celle du village, du groupe d'éleveurs) soulève nombre d'interrogations. Les conditions de l'émergence de couches ouvrières au sein d'une mutation sociale précipitée par l'arrachement de dizaines de millions de jeunes du milieu rural, et de la formation, dans les villes en particulier, de couches sociales prolétarisées soumises au chômage et s'insérant dans un réseau de rapports marchands, dans un secteur « informel » de l'économie ont également retenu l'attention. Faiblesse relative et inégale des couches capitalistes locales, au moment des indépendances du moins, assise récente et limitée des couches ou classes ouvrières (avec de notables exceptions s'agissant de pays — l'Afrique du Sud) ou de secteurs d'activités (les travailleurs des transports en particulier) ont en outre fait l'objet de débats. On retiendra surtout que, plus peut-être qu'ailleurs, la réalité des formations sociales africaines, leurs

---

1. C.R. Rosberg, T.M. Callagry : *Socialism in Sub-Sahara Africa*. Berkeley (Calif) : Institute of International Studies, 1979.

2. CERM : *Sur le « mode de production asiatique »*. Paris : Editions Sociales, 1969.

vicissitudes, leur diversité ont incité à la mise en cause critique d'une conception linéaire de la succession entre modes de production fortement typés (esclavagisme, féodalisme, capitalisme). La caractérisation des modes de production variés qui ont marqué la période précoloniale est loin d'être achevée. L'identification des rapports, des relations de classe au sein de ces rapports, des formes sociales alors même que prévaut l'emprise d'un mode de production déterminé, est seulement amorcée<sup>1</sup>.

La spécificité découle par ailleurs de la position de l'Etat dans l'Afrique d'aujourd'hui. Les structures étatiques coloniales se sont installées par la destruction ou l'assimilation des pouvoirs et autorités politiques existants. Lors de l'accès à l'indépendance politique, dans la plupart des cas, l'Etat postcolonial a pris pour assise l'appareil étatique implanté par le colonisateur. Pourtant, l'Etat fut appelé à intervenir fortement dans la vie économique. Fréquemment, son instauration, en tant qu'entité politique reconnue internationalement, précède la formation de la nation. Il reste le lieu critique où s'articulent, pour large partie, dynamiques sociales internes et facteurs externes.

Les aspects spécifiques de la crise en Afrique ressortent clairement par comparaison avec d'autres régions de libération nationale. L'Amérique latine a connu, durant les trois dernières décennies, des rythmes de croissance élevés, un processus d'industrialisation rapide, la constitution de classes de capitalistes industriels et financiers influentes. L'Asie, avec le processus contradictoire de la révolution verte, a traversé une mutation agricole et agraire précipitée ; l'industrialisation s'est ancrée, en particulier dans les « nouveaux pays industriels » ; les rapports économiques inter-étatiques ont acquis une remarquable densité. Le Moyen Orient, le Maghreb ont été profondément marqués par les effets de l'économie pétrolière. L'Afrique semble, au regard de ces évolutions (qu'il faut apprécier dans leurs contradictions et dans le contexte de détérioration accrue engendrée par la crise) largement en retrait. Avec 450 millions d'habitants (ils seront autour de 800 millions en l'an 2000) sur 31 millions de km<sup>2</sup>, l'Afrique ne participe que pour 0,6 % à la production industrielle mondiale (Asie : 3,1 %, Amérique latine : 4,8 %). Alors que ses productions ont été durablement orientées vers l'exportation, sa place dans l'échange international reste minime et subit un déclin relatif. Suivant l'annuaire statistique de l'ONU, la part de l'Afrique dans les exportations mondiales était de 5,1 % en 1950, 4,0 % en 1970, 4,6 % en 1980 (le pétrole étant le facteur de rehaussement entre les deux dernières dates). La part de l'Afrique au sud du Sahara était de 3,0 % (1950), 2,3 % (1970), 2,4 % (1980). Selon les mêmes sources, la part de l'Afrique dans les importations

---

1. J. Suret Canale *Essai d'histoire africaine. De la traite des noirs au néo-colonialisme*. Paris : Editions Sociales, 1980.

mondiales était de 5,3 % en 1950, de 3,4 % en 1970, de 3,6 % en 1980. Celle de l'Afrique au sud du Sahara est de 2,8 % en 1950, 2,2 % en 1970, 2,0 % en 1980. Il est à observer que la part des biens de consommation, y compris des denrées alimentaires, et celle des approvisionnements pétroliers sont en forte augmentation au détriment des biens d'équipement. La part du capital privé de provenance extra-régionale oscille entre 3 et 6 %. Elle décroît. Les financements publics bilatéraux et multilatéraux (ce qu'il est convenu d'appeler l'aide publique au développement) sont rationnés. La population reste rurale à 75 %. Cependant la production agricole par habitant a décliné de 1 % par an au cours des années 70. La malnutrition frappe 70 % de la population, dans les villes comme dans les campagnes. L'espérance de vie ne dépasse pas 47 ans. Le taux d'analphabétisme s'élève à 75 %. Le paludisme tue un million d'enfants par an sur le continent africain. En 1978, 10 % de la population africaine était atteinte d'une déficience physique grave. Le sous-développement n'est pas un phénomène sans cause. L'impact destructeur du colonialisme sur les économies et les sociétés fut très tôt dénoncé. Lors de l'accession à l'indépendance politique, le concept de néo-colonialisme fut mis en avant. Celui-ci soulignait la perpétuation et l'aggravation, sous des formes renouvelées mais au cœur même des nouveaux Etats, de la domination et de l'exploitation par les puissances impérialistes : Etats et monopoles. Les thèmes de la dépendance qui furent élaborés à partir des réalités de l'Amérique latine ne trouvèrent que tardivement écho en Afrique comme cadre d'analyse des procès de sous-développement<sup>4</sup>. Elles s'y diffusèrent alors que l'attention s'était déjà portée vers les phénomènes de redéploiement multinational des grandes firmes industrielles et financières capitalistes sur le continent. L'emprise des sociétés transnationales, des institutions monétaires et financières internationales (FMI, Banque mondiale, Fonds européen de développement) sur le devenir économique, social, politique du continent accentua la pesée des contraintes extérieures et réduisit les capacités d'initiatives des Etats.

Place marginale dans l'économie internationale ; poids du sous-développement ; efficacité des pressions extérieures : ces réalités sont à mettre en regard du formidable potentiel de ressources humaines et matérielles que recèle le continent. A peine prospecté, il détient 50 % des ressources mondiales de bauxite, 97 % des ressources de chrome (pays socialistes mis à part), 20 % du potentiel hydroélectrique, 20 % des ressources reconnues de pétrole. La densité de population, inégale, est généralement faible — 15 habitants au kilomètre carré — et les espaces susceptibles de mise en valeur sont vastes.

4. C. Leys : *Underdevelopment in Kenya. The Political Economy of Neo-colonialism 1964-1971*. Londres : Heinemann, 1975.

S'il existe des caractéristiques singulières du déploiement de la crise en Afrique, celles-ci résultent à la fois de conditions sociales spécifiques et de la pesanteur des facteurs externes sur les économies. Les dimensions internationales de la crise frappent de plein fouet les économies africaines : désordres et pressions monétaires et financières, récession, ralentissement du commerce mondial, chute du cours des matières premières, vicissitudes du redéploiement multinational, contre-offensive multiforme impulsée par l'impérialisme américain. Mais dans le même temps, la crise revêt des modes d'existence diversifiés suivant les Etats africains. Les phénomènes de désintégration politique qui touchent des pays comme le Tchad ou l'Ouganda ne peuvent être assimilés aux effets d'un processus de croissance capitaliste sauvage tel qu'il opère au Nigeria. La crise qui sévit en Afrique du Sud ne se confond pas avec celle que connaissent des pays où, comme au Zaïre ou au Gabon, les fractions dirigeantes se font complices de la spoliation des richesses par les firmes multinationales et, plus généralement, par le capital étranger. Les problèmes de construction nationale et sociale posés au Mozambique ou à Madagascar ne s'apparentent pas totalement aux recherches d'orientation d'un pays tel que la Haute Volta. Les pays africains du Machrek et du Maghreb, aux orientations différenciées et souvent antagoniques, aux liens de plus en plus denses avec l'Afrique sub-saharienne, connaissent à certains égards des conditions qui les distinguent de leurs autres partenaires africains.

De plus en plus couramment, l'idée de crise est appliquée à l'Afrique<sup>5</sup>. Elle l'est sur des modes divers et selon des visées discordantes. L'identification de la crise en Afrique est un enjeu considérable au plan idéologique comme à celui des politiques pratiques. Dans les dernières années de la décennie 70 ont été réactivées les conceptions d'une Afrique passive, toile de fond des affrontements entre les blocs, entre l'Est et l'Ouest<sup>6</sup>. Les transformations politiques et sociales intervenues en Angola, en Ethiopie, au Mozambique, la solidarité active de Cuba à l'égard des luttes d'émancipation africaine, la prétention de l'Afrique du Sud de s'ériger en templeur de l'Occident en Afrique ont contribué à la renaissance de cette littérature de guerre froide. Afrique convoitée, Afrique « enjeu pour des puissances extérieures à elles-mêmes »<sup>7</sup>. Le raidissement de la politique internationale américaine intervenue à partir de 1978, les politiques de confrontation stimulées par l'administration Reagan ont contribué à propager l'image d'un continent devenu le terrain d'affrontements entre Ouest et Est.

5. C. Legum (ed.) : *Africa in the 1980's. A continent in crisis*. New York : Mc Graw Hill, 1979.

6. A. Gavshon : *Crisis in Africa. Battleground of East and West*. Harmondsworth : Penguin Books, 1981.

7. G. Chaliand : *L'enjeu africain. Géostratégie des puissances*. Paris : Edition du Seuil, 1980.

Plus récemment, fut accréditée la vision d'une Afrique en proie au marasme, à l'instabilité, au chaos, à l'implosion. Selon l'Institut Français des Relations Internationales, dans son rapport RAMSES 82, l'Afrique serait en voie d'exclusion de l'économie mondiale. La frange septentrionale est affectée par les turbulences des économies pétrolières et par la montée d'antagonismes politico-religieux. Le cœur du continent se verrait caractérisé par l'asphyxie économique, la marginalisation à l'échelle du monde, la crispation sociale, l'insécurité politique. « Africains et africanistes s'accordent pour annoncer que l'Afrique — continent qui avait cherché à préserver sa stabilité autour de la Charte de l'OUA — est entré dans une phase de conflit et de déstabilisation. L'ampleur des problèmes sociaux et économiques laissent présager des désordres croissants ; ses options, en matière économique, ne laissent guère prévoir d'amélioration dans une situation dans bien des cas désastreuse<sup>8</sup>. » A l'occasion de la première conférence économique de l'OUA en 1980, Ejem Kojo, secrétaire de l'organisation indiquait : « A force d'avoir regardé vers l'extérieur, de s'être organisée vers l'extérieur, à force d'avoir tout accepté de l'extérieur, concepts comme produits, l'Afrique a perdu la boussole de son intériorité et subit plus que tout autre les effets de la crise venue de l'extérieur. Et pour nous, aujourd'hui, l'avenir semble sans avenir. Et l'on nous prédit allègrement que si les choses devaient continuer ainsi, seuls 5 à 9 pays, sur les 50 africains, pourraient survivre d'ici à quelques années. Oui, c'est une perspective réellement apocalyptique mais qui traduit mieux que des discours les lendemains qui nous guettent... C'est de la survie de l'Afrique qu'il s'agit. »

C'est d'une autre manière que le rapport commandité par la Banque mondiale et animé par un économiste de l'Ecole de Chicago, Eliott Berg, se situe au sein de la crise. Le « Rapport Berg » est intitulé : « Le développement accéléré en Afrique au sud du Sahara, programme indicatif d'action »<sup>9</sup>. Rendu public en 1981, il a, dès sa parution, suscité les plus vives critiques de la part des responsables africains. Lors des réunions à Dakar puis à Tripoli, ceux-ci l'ont vivement condamné comme une intervention dans la souveraineté des Etats. Les critiques furent d'autant plus acerbes que les politiques préconisées par le « Rapport Berg » vont diamétralement à l'opposé de celles réfléchies par les Africains eux-mêmes, à Monrovia en 1979 dans une projective de l'Afrique à l'horizon 2000, à Lagos en 1980 lors de la première conférence économique de l'OUA qui permit l'élaboration d'un programme d'action. S'il fait mention de certaines contraintes externes, le « Rapport Berg » privilégie les

---

8. IFRI : *RAMSES 82*. Paris, Economica, 1982.

9. Banque Mondiale : *le développement accéléré en Afrique au sud du Sahara. Programme indicatif d'action*. Washington D.C. Banque mondiale, 1981.

contraintes internes. « Des contraintes externes et l'évolution de l'économie mondiale ont largement contribué à la faiblesse de la croissance économique de l'Afrique, mais les lacunes de la politique intérieure et des contraintes administratives portent aussi une part de responsabilité, décisive bien souvent, et continueront de bloquer le progrès économique si rien n'est fait pour y remédier. » Causes décisives de ce que le rapport appelle le « marasme » : les politiques monétaires et commerciales des Etats, l'excroissance des appareils étatiques, l'hypertrophie des secteurs publics. Dans le droit fil des théories néo-libérales de l'Ecole de Chicago, Berg et ses collaborateurs préconisent des politiques monétaristes d'austérités (dévaluation, réduction des dépenses budgétaires). Il appelle à la libération des prix. Il recommande l'ouverture sur l'extérieur. Il incite au démantèlement des secteurs publics et à l'abandon des programmes d'industrialisation. Il pousse à une spécialisation agricole avec orientation vers les cultures d'exportation. De telles directives sont à rapprocher des théories actuellement en vogue sur la crise des Etats en Afrique et sur la nécessité d'agir, en court-circuitant ces Etats, au niveau même du tissu social et des systèmes productifs pour conduire des politiques de développement et de coopération. Le « Rapport Berg » est également à mettre en parallèle avec les stratégies présentement mises en œuvre par la Banque mondiale et le FMI en Afrique.

Le Rapport Berg préconise le passage de 20 à 30 % des prêts de la Banque mondiale et des crédits de l'Association internationale pour le développement. Dans son adresse à l'Assemblée générale de la Banque mondiale en septembre 1981, le successeur de Robert Mac Namara à la tête de l'institution, Alden Clansen préconise un doublement des interventions financières de la Banque en Afrique. S'agissant de l'Afrique au Sud du Sahara, il propose que l'accent soit mis sur la production agricole, que soient levés les obstacles à l'initiative privée, que soit allégé le poids des budgets d'Etat et celui résultant du secteur public, que les exportations soient développées. De son côté, le FMI multiplie les interventions d'urgence : au Sénégal, au Kenya, au Nigeria, au Zaïre, au Soudan, au Maroc, à l'Ile Maurice. Sous couvert d'aissainissement, d'ajustement, de rétablissement des balances de paiement et par le biais de la conditionnalité, il impose aux Etats des politiques d'austérité, de dislocation du secteur d'Etat, de réduction budgétaire, de libération des prix et d'ouvertures du marché sur l'extérieur. Les ingérences du FMI suscitent d'acribes critiques. En 1980, une réunion internationale qui s'est tenue à Arusha a dénoncé les stratégies de mise en tutelle des Etats déployées par le FMI. La Tanzanie s'est trouvée engagée dans une épreuve de force avec le Fonds. La Banque mondiale n'a pas hésité à exercer une pression directe sur ce pays, afin qu'il se soumette aux conditions du FMI, en décidant la suspension temporaire de toutes ses actions. La Conférence économique



de Lagos de 1980, la réunion à Tripoli en 1982, de la Commission économique pour l'Afrique de l'ONU ont mis l'accent sur le rôle souverain des Etats. Elles dénoncent la logique des transferts financiers qui aboutissent à tisser des rapports d'inégalité et de dépendance. Elles soulignent la nécessité de rupture avec le DIT imposée par l'impérialisme et l'impératif de recentrage des stratégies du développement. S'agissant de l'agriculture, elles insistent sur la conquête de l'auto-suffisance alimentaire locale ou régionale. Elles mettent en évidence le caractère indispensable de l'industrialisation, en liant celle-ci à la mise en valeur des ressources nationales. Elles font de l'intégration régionale et sub-régionale un axe essentiel de la redéfinition de la place de l'Afrique dans la DIT. Enfin, la volonté collective des pays d'Afrique et, au-delà, de ceux d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes, telle qu'elle peut s'exprimer dans le cadre du mouvement des non-alignés ou au sein du « Groupe des Soixante-dix-sept » à l'ONU, et leur action pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international sont désignés comme des facteurs essentiels de la constitution de l'indépendance économique.

Deux pays ont, dans leur crise, un poids particulier sur le devenir de l'Afrique tout entière : l'Afrique du Sud, le Nigeria. L'Afrique du Sud a dû faire appel à un prêt de 1 milliard de dollars auprès du FMI. La baisse du cours de l'or, celle du diamant, la baisse de rentabilité du secteur minier, les dépenses d'armement et de guerre (officiellement : 25 % du budget), les investissements massifs dans le secteur de l'énergie ont joué un rôle important dans le déséquilibre de la balance des paiements. Plus importantes sont les contradictions sociales : la discrimination raciale comprime l'élévation de la productivité ; la mobilisation d'une force répressive qui s'élève, armée plus police, à près de 240 000 hommes, réduit la main-d'œuvre qualifiée disponible ; l'aspiration nationale, qu'exprime par ses actions armées et ses initiatives politiques le Congrès national africain (ANC) donne vigueur aux mouvements revendicatifs des travailleurs africains ; la résistance de ces derniers aux blocages des salaires complique la mise en œuvre par le gouvernement d'une politique d'austérité ; la limitation du marché intérieur du fait de la marginalisation par la discrimination sociale de l'immense majorité de la population, celle du marché africain freinent les exportations sud-africaines. Les conséquences sont d'autant plus rudes qu'il y eut, au cours des deux dernières décennies, une réorientation de l'économie sud-africaine du secteur minier vers le secteur manufacturé.

**Exportations**  
(En pourcentage)

	1960	1979
Minéraux, matières premières .....	29	23
Autres produits primaires .....	42	23
Textiles .....	2	1
Machines, équipement .....	4	5
Autres produits manufacturés .....	23	48

Source : Banque mondiale.

Cependant, la place de l'Afrique du Sud dans la production mondiale de minéraux reste considérable. Le régime de Pretoria joue sur ce facteur pour appuyer l'idée qu'il est l'enjeu d'une rivalité entre l'Est et l'Ouest.

**Part de l'Afrique du Sud**  
dans la production minérale mondiale  
(En pourcentage)

	1971	1981
Platine, etc. ....	30,7	45,7
Or .....	67,5	54,9
Chrome .....	25,6	34,3
Uranium .....	17,6	14,4
Manganèse .....	15,4	22,8

Source : Bureau USA des Mines.

L'importance des capitaux extérieurs dans l'économie sud-africaine et la place que tiennent les multinationales sont un autre facteur qui intègre très étroitement l'impérialisme sud-africain à l'ensemble du système impérialiste. Les capitaux US qui représentaient 16,8 % des capitaux étrangers en 1970 s'élevèrent à 23,1 % en 1980. Les pays de la CEE contrôlent 56,2 % (la moitié étant détenue par la Grande-Bretagne). L'Afrique du Sud qui continue d'occuper illégalement la Namibie, qui se

livre à une guerre ouverte en Angola, multiplie les interventions armées au Mozambique, au Lesotho fait peser des menaces sur l'ensemble du continent.

Le Nigeria, avec ses 80 millions d'habitants, traverse une profonde crise où s'imbriquent les facteurs politiques, sociaux, économiques. Au lendemain de l'indépendance (1960), le nouvel Etat a pu apparaître comme un modèle de l'économie politique du néo-colonialisme<sup>10</sup>. La guerre civile a avivé le sentiment national. Celui-ci s'exprime dans toute son ampleur dans la période où Murtala Mohamed exerce le pouvoir avant d'être assassiné. Cependant, le boom pétrolier, dès le début des années 70, avait engendré un processus désordonné de croissance capitaliste. La production agricole a brutalement chuté. L'exode rural s'est accéléré. L'escalade de l'inflation a démarré. Le pétrole représente 90 % des recettes du commerce extérieur et 80 % des revenus de l'Etat. Il est l'un des leviers de contrôle du pouvoir fédéral sur les pouvoirs régionaux, les revenus pétroliers étant redistribués par le pouvoir. La production pétrolière a fléchi de 2 millions de barils/jour en 1981 à 1,3 million en 1982. Au ralentissement de ventes sur le marché pétrolier s'est ajouté le fléchissement des prix du brut. En outre les compagnies pétrolières avaient choisi le Nigeria, avec la Libye, pour cible, pour tenter de disloquer l'OPEP en stoppant les enlèvements. L'Arabie saoudite apporta au Nigeria son soutien dans cette épreuve de force ; elle le fit aussi en comblant une partie du déficit de la balance des paiements nigériens. Cependant en vendant son brut à des prix très inférieurs aux barèmes, discutés à l'OPEP, en mettant en avant la question des différentiels, le Nigeria contribue à envenimer la crise de l'organisation. Le régime Shagari s'est engagé avec prudence dans une politique d'austérité. Afin notamment de détourner les effets des remous sociaux, il a procédé, au début de 1983, et de façon particulièrement brutale, à l'expulsion de centaines de millions de familles originaires des pays voisins, le Ghana tout particulièrement. Les objectifs du IV<sup>e</sup> Plan nigérian ont été réduits. Les importations de biens d'équipements se sont trouvées ralenties. En particulier, le projet d'acierie en coopération avec l'URSS pourrait être mis en cause. L'effort du Nigeria d'exercer un rôle régional influent va de pair avec un comportement de puissance et une absence de considération des intérêts de ses voisins. Par ailleurs, Lagos entretient des relations ambivalentes avec Washington, les relations d'alliance tendant, pour l'essentiel, à prévaloir. Malgré l'ampleur des manifestations de la crise au Nigeria, le formidable potentiel de ressources matérielles et humaines de ce pays est à prendre sérieusement en compte dans les évolutions qui se déroulent sur le continent.

---

10. G. William (ed.) : *Nigeria. Economy and Society*. Londres, Rex Collings, 1976.

Le poids du sous-développement en Afrique sud-saharienne est à situer à l'intérieur d'un intense mouvement des mutations sociales. Le dynamisme démographique est maintenu malgré un taux de mortalité, et en particulier de mortalité infantile, élevé, sous l'effet d'un taux de natalité comparativement haut. De 1970 à 1980, le taux d'accroissement de la population fut de 2,7 % par an en moyenne. Il n'est guère à prévoir qu'il puisse se ralentir au cours des deux prochaines années. Malgré un exode rural massif lié largement à la dégradation de la situation des paysans, la population rurale devrait augmenter de 50 % d'ici l'an 2000. Au cours des années 70, la population urbaine s'est accrue en moyenne de 6 % par an. Elle devrait avoir doublé dans les dix ans dans la plupart des villes. La misère urbaine se propage cependant que la pauvreté rurale s'amplifie. Les résistances et protestations sociales à la campagne, dans les villes s'aiguisent. Poussée d'une population jeune, de plus en plus scolarisée, de plus en plus nombreuse dans les villes : autant de facteurs qui créent de nouvelles formes d'expression politique. Les solidarités anciennes se dissolvent ou se recomposent ; le nationalisme ne réussit plus qu'exceptionnellement à être un facteur dynamique et unificateur ; la revendication d'une identité ethnique ou d'une appartenance religieuse (avec le progrès, dans certaines régions, du fondamentalisme musulman et des confréries islamiques) s'amplifie. En 1981, sur 33 pays les moins avancés (PMA), 21 se trouvaient en Afrique. En 1983, on compte 26 PMA sur le continent. Parmi eux des pays aussi différents que le Cap Vert, la Haute-Volta, le Bénin, l'Ethiopie, le Burundi.

Les problèmes de sécurité alimentaires tiennent une place très importante dans le devenir de la région. Le doublement probable de la population, au cours des 20 prochaines années, aggrave les perspectives. Or sur l'ensemble du continent, l'évolution de la production agricole est lente. Les cultures d'exportation progressent plus rapidement que les cultures vivrières. Entre 1970 et 1975, la production vivrière de l'Afrique a été multipliée par 1,8 % alors que la production pour l'exportation l'a été de 2,7 %. Pour les céréales on est passé de 39,5 millions de tonnes en 1963 à 48,8 millions de tonnes en 1979. C'est dire que, si l'on met en parallèle la progression démographique, le déficit et, partant, la dépendance alimentaire s'accroissent. Les perspectives ne sont guère encourageantes. Selon le FAO, de 1980 à 2000 la production agricole totale progresserait à un rythme de 2,6 %. La production par habitant déclinerait à un rythme de — 0,4 %<sup>11</sup>. La situation est particulièrement grave dans les pays du Sahel. A l'époque de la sécheresse, l'agriculture n'a subi qu'un recul modeste

---

11. Sophie Bessis : « Agriculture, les cultures vivrières », in : *Annuaire de l'Afrique et du Moyen Orient 1981-1982*. Paris : GJA, 1982.

(— 3 %). Le coton a continué de progresser (+ 8 %) ; il en fut de même de l'arachide. Mais les cultures vivrières ont été atteintes de plein fouet. La production de mil et du sorgho a chuté de 33 %. Le riz bénéficie de la plus grande partie des surfaces irriguées lorsque celles-ci ne sont pas occupées par les cultures d'exportation ; or le rendement rizicole stagne à 2 tonnes à l'hectare. Déclin des cultures vivrières, faible progression d'un secteur « modernisé » à forte injection de capital : telle est la situation la plus générale<sup>12</sup>. Le Nigeria, par exemple, a une production vivrière qui s'accroît au rythme annuel de 1 % ; le taux annuel de croissance démographique est de 3 % ; l'Etat Nigérian importe 2 millions de tonnes de céréales par an ; les importations alimentaires représentent 10 % de ses importations totales. Partout, les problèmes de transport, de stockage s'ajoutent à ceux de la dislocation des systèmes productifs.

La sécheresse qui a sévi sporadiquement en 1982 et 1983 menace de famine 50 millions d'Africains. Le Sahel est à nouveau touché, mais également la côte d'Afrique occidentale, la Corne et l'Afrique australe. Au Bénin, au Ghana, au Togo, en Côte-d'Ivoire, la production agricole vivrière et d'exportation est affectée gravement. Pour faire face à la situation en Ethiopie, selon la FAO, l'aide alimentaire d'urgence devrait atteindre de 200 000 à 600 000 tonnes de céréales. Ces situations exceptionnelles, liées aux aléas climatiques mais surtout aux ruptures d'équilibre entre l'homme et son environnement renvoient aux modes d'exploitation qui ont été imposés à l'Afrique par le colonialisme et le néo-colonialisme. Ils mettent surtout en évidence le caractère permanent, structurel de la famine et de la malnutrition sur le continent. La faim plonge ses racines dans la paupérisation rurale, la misère urbaine, l'exploitation et la spoliation. Elle est accentuée par la pénétration des firmes de l'agro-alimentaire qui s'approprient les espaces, dissocient les paysans de leurs instruments et moyens de production, les encadrent, en amont et en aval, dans une chaîne de dépendances qu'ils ne maîtrisent pas. La désertification s'étend : 6 millions d'hectares de terres arables ont été perdus au cours de la dernière décennie. La déforestation engendre des effets dévastateurs, irréversibles. Les cultures de contre-saison à destination des marchés des pays capitalistes développés, la création de ranchs d'élevage, l'essor de l'économie de plantation témoignent de cette pénétration accrue du capital de « l'agro-business » en Afrique sub-tropicale. L'« aide alimentaire » est utilisée comme un instrument, une arme en particulier par les Etats-Unis : elle sert à obtenir une complaisance politique des Etats, à modifier les habitudes de consommation alimentaire, à s'assurer durablement des marchés, à mettre en concurrence inégale les

12. FAO : *Agriculture Horizon 2000*.

exploitations agricoles hautement productives et fortement capitalisées du Minnesota et le paysan du Niger ou du Congo. Comme l'indique Marcel Mazayer, l'« aide alimentaire » relayée par les stratégies d'ouverture de marchés du FMI ou de la Banque mondiale aboutissent à livrer sans défense le petit paysan de Haute-Volta qui sur une demi-hectare produit 3 quintaux de céréales face à l'exploitant agricole du Corn Belt américain qui met en valeur 200 hectares avec des rendements de l'ordre de 30 quintaux à l'hectare. A la pénétration directe des firmes de l'agro-alimentaire, à l'ouverture de marchés par la marginalisation des économies paysannes, à l'encadrement des productions en amont (prêts, crédits, achats de matériel, d'engrais, d'insecticide) et en aval (commercialisation, transport, fixation des prix) s'ajoutent les politiques de stimulation de la spécialisation et de l'excentration provoquées par des biais et des incitations diverses, dans nombre d'Etats, ainsi que le renforcement des prélèvements sur les revenus paysans qui s'y opèrent.

Fortement spécialisée dans la production des matières premières végétales et minérales, l'Afrique subit à la fois les effets de la crise sur ce secteur (fléchissement des cours, ralentissement des approvisionnements du fait de la récession), et ceux de sa position de faiblesse au sein de la DIT et de l'échange international. Elle est soumise, sans les maîtriser, aux fluctuations des prix et à leur affaissement à un niveau inférieur à celui qui avait cours en 1930.

Indice FMI des produits de base  
(Indice 100 : 1975)

	<i>Matières premières agricoles</i>	<i>Métaux</i>
1960	158	121
1970	129	145
1982	90	95

Pour s'en tenir à l'Afrique orientale et à sept produits qui y représentent 70 % des exportations, on constate, selon la Banque mondiale, les fléchissements suivants :

*Cuivre* : — 20 % (avec des répercussions sur la Zambie, le Zaïre) ;

*Coton* : — 41 % (Malawi, Soudan, Tanzanie) ;

*Tabac* : — 11 % (Tanzanie, Zambie, Zimbabwe) ;

*Sisal* : — 17 % (Kenya, Tanzanie) ;

*Thé* : — 25 % (sur la période 1977-1981) ;

*Café* : — 26 % (sur la période 1977-1981).

Pour ce qui est du secteur minier, on observe un ralentissement de la prospection et des investissements en Afrique (secteur pétrolier mis à part). Les firmes multinationales concentrent leurs investissements sur les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, l'Afrique du Sud et plus récemment le Brésil. Ces orientations se traduisent au niveau de la CEE, malgré les recommandations de Pisani d'augmentation des investissements communautaires en Afrique qui recèle 21 % des ressources minérales mondiales, notamment en ce qui concerne la bauxite, l'aluminium, le cobalt, le chrome, le cuivre. Les investissements miniers de la CEE concernent l'Afrique pour 3 %, contre 18 % à l'Amérique latine. S'agissant du fer, la CEE vient de s'engager, conjointement avec le Japon, sur le projet de Carajas au Brésil, au détriment de ses engagements à l'égard de la Guinée, du Libéria, du Sénégal, du Gabon.

Investissements ou non, les firmes multinationales appuient leur exploitation sur la position subordonnée de l'Afrique au sein de la DIT. Une étude de la CNUCED publiée en 1976 soulignait que les pays producteurs de produits de base ne tiraient qu'une part minime de leur commercialisation : 10 % pour le fer et la bauxite, 20 à 40 % pour le thé, le café, le cacao. Le contrôle de la commercialisation par les sociétés transnationales ressort clairement d'une autre étude de la CNUCED. En 1976, celles-ci commercialisaient 85 % de la production de cacao, 85 à 90 % de la production de café, 85 à 90 % (tabac), 85 % (thé), 85 à 90 % (coton), 90 % (produits forestiers), 85 à 90 % (cuivre), 90 à 95 % (minerai de fer), 90 à 95 % (bauxite), 50 à 60 % (phosphate).

Les ressources pétrolières de l'Afrique au Sud du Sahara attirent néanmoins de façon croissante l'intérêt des grandes firmes du pétrole. Celles-ci sont intéressées à pousser la production plus particulièrement dans les pays hors OPEP (Cameroun, Angola, Congo) et à reconnaître les possibilités de nouveaux pays (Tchad, Côte-d'Ivoire). Cet essor de la prospection pétrolière va de pair avec un déficit énergétique global. Les importations de pétrole représentent en 1981 40 % des recettes d'exportations de pays comme le Mali, le Mozambique, le Soudan, la Tanzanie.

Le faible niveau d'industrialisation de l'Afrique subsaharienne renforce, par le jeu des termes de l'échange, sa position subordonnée et défavorable au sein de la DIT. Si l'on met à part l'Afrique du Sud, si l'on tient compte de l'amorce de développement industriel en Egypte, en Algérie, au Maroc, en Libye, rares sont les pays du continent qui connaissent un essor de l'industrie : le Nigeria, le Kenya, le Zimbabwe disposent de certaines bases industrielles<sup>13</sup>. Les industries de transformations des produits agricoles et des industries alimentaires sont prépondérantes

---

13. ONUDI : *Recent Industrial Development in Africa*. 1979.

(43 %). Le textile occupe une place notable (19 %). Le secteur industriel d'Etat, orienté vers la substitution d'importation et dépendant largement de l'extérieur pour les matières premières, les techniques, les pièces détachées, périclité le plus souvent. Les firmes multinationales se sont orientées simultanément dans deux directions : la substitution d'importation pour mieux pénétrer les marchés locaux et régionaux (par exemple les usines d'assemblage automobile, l'implantation de filiales pour l'exportation sur les marchés des pays capitalistes développés, notamment les ateliers textiles dans les zones franches). Avec la crise et le redéploiement, la tendance est à l'abandon des implantations en Afrique au profit de l'Asie du Sud Est.

Exportateurs de produits primaires, importateurs de produits manufacturés et de biens d'équipement, les pays d'Afrique sont soumis à des termes de l'échange défavorables et en voie de détérioration. Selon le directeur de la FAO, il y a 10 ans l'exportation d'une tonne de bananes permettait d'acheter deux fois plus d'acier qu'aujourd'hui. En 1976, on pouvait acheter 16 tonnes de blé avec une tonne de cacao. Les prix actuels ne permettent que l'achat de 9 tonnes de blé. En vendant une tonne de café, on pouvait acheter 37,3 tonnes d'engrais en 1960 mais seulement 1,6 en 1982<sup>14</sup>.

L'Afrique a été précipitée dans la tourmente de la crise du système financier et monétaire international. L'endettement extérieur des pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes s'est vertigineusement aggravé pour atteindre 626 milliards de dollars à la fin de 1982 (dont 96 milliards pour cette seule année). Le service de la dette a atteint 131 milliards de dollars en 1982. Globalement, la structure de la dette s'est modifiée : en 1973, les engagements auprès des banques privées représentait 43 % de la dette ; ils y participent pour 60 % en 1981. En Afrique subsaharienne, la part des financements publics bilatéraux ou multilatéraux reste comparativement élevée. Elle l'est en particulier dans les PMA. Un pays comme le Mali dépend depuis 1974 du financement extérieur pour 90 % de ses investissements publics. L'abaissement de l'aide publique au développement est ressentie très vivement. En 1981, cette aide avait fléchi pour atteindre 0,35 % du PNB en ce qui concerne les pays de l'OCDE, alors que l'objectif reconnu par l'ONU s'élève à 0,7 % du PNB. Les crédits de l'Association internationale pour le développement ont diminué en 1982 de 22,9 %, du fait en particulier du retrait partiel des Etats-Unis et de la réduction de leurs contributions financières. En même temps qu'ils font valoir leurs besoins de financement, les pays africains

---

14. Fidel Castro : *La crise économique et sociale du monde. Ses retombées dans les pays sous-développés, ses sombres perspectives et la nécessité de lutter si nous voulons survivre*. La Havane : Office de publication du Conseil d'Etat, 1983.



dénoncent, comme ils l'ont fait par exemple à la Conférence de Dakar, les ingérences exercées par les institutions monétaires et financières internationales dans la souveraineté des Etats. De plus en plus, ils « rappellent la nécessité d'un transfert de ressources vers les pays en développement, contrepartie du pillage historique qu'ils ont subi, mais considèrent qu'un tel transfert ne peut avoir pour simple but la relance de l'économie mondiale confortant ainsi la division internationale inégale du travail ». Ils constatent que le système monétaire international, insupportable pour le Sud, inadéquat pour le Nord, constitue à l'heure actuelle, le fondement du pouvoir d'une minorité sur la communauté internationale »<sup>15</sup>. Si les pressions monétaires et financières extérieures (pouvoir du dollar, taux d'intérêts élevés, réduction de l'APD) aggravent catastrophiquement la situation de nombreux pays, si l'appel à des financements extérieurs accrus est formulée (en particulier pour les pays les plus démunis pour qui des problèmes se posent en termes de survie), l'accent est mis, en particulier à l'occasion de la Conférence de Lagos, sur l'impératif qui est que les Etats africains « pris collectivement ou individuellement, restructurent leurs programmes et stratégies économiques et sociaux en vue de parvenir à un changement socio-économique rapide et de jeter, aux niveaux national et interafricain, les bases solides d'un développement et d'une croissance endogènes et indépendants »<sup>16</sup>. Face aux dominations et aux prélèvements exercés de l'extérieur, la nécessité de recentrer les économies nationales, d'engendrer des procès d'accumulation autonome, de donner essor à une coopération régionale est avancée plus nettement. Les besoins de financement vont en effet de pair avec d'immenses gaspillages. Le gâchis de capital s'effectue au détriment de la valorisation du travail vivant dans la plupart des projets du développement. En outre, les menaces entretenues sur la sécurité des pays africains, du fait de l'agressivité militaire de l'Afrique du Sud ou des entreprises de déstabilisation impulsées par les puissances impérialistes, mobilisent une part considérable des disponibilités financières. Un pays comme l'Angola voit réduire, par l'état de guerre entretenu par Prétoria, de façon considérable ses capacités d'équipement et de développement économique et social. Le seul pays africain qui n'entretenait pas d'armée, la Gambie, a été victime d'une invasion extérieure. En 1960, la part de l'Afrique dans les dépenses militaires mondiales était de 0,3 en 1960, de 1,3 en 1970, de 1,8 en 1980<sup>17</sup>. En 1962-1966, le continent africain participait pour 15 % aux importations d'armes du Tiers Monde ; la proportion était de 24 % en 1977-

---

15. Conférence d'Alger pour la démocratisation des relations internationales. 27 mai 1982.

16. Déclaration d'engagements des chefs d'Etat de l'OUA. Lagos, mars 1980.

17. SIPRI : *World armament and disarmament*. Londres : Taylor & Francis, 1982.

1981<sup>18</sup>. Le développement et la modernisation des armées africaines accentue leur rôle politique et social : celles-ci sont un lieu où les clivages et contradictions sociales s'expriment intensément. Les interventions des militaires dans la vie publique peuvent, de ce fait, prendre des orientations différentes. Elles peuvent soit contribuer à maintenir des régimes d'exploitation comme il est advenu au Zaïre ou aller à la rencontre du mouvement populaire ainsi que cela s'est passé au Ghana avec l'accès au pouvoir de Jerry Rawlings. Les Etats-Unis accordent au continent africain une attention accrue. Ils y appliquent les stratégies de confrontation qu'ils mettent en œuvre dans les autres régions du monde. Ils tentent d'y plaquer leur vision d'un affrontement Est-Ouest généralisé, sommant les Etats d'Afrique de choisir leur camp. Ils densifient leurs liens avec l'Afrique du Sud, l'Egypte, le Maroc. Ils prennent pour cibles les Etats où s'effectuent des transformations sociales, où la volonté de souveraineté est affirmée : Angola, Mozambique, Ghana, Libye. Ainsi que l'indique Chester Crocker, secrétaire d'Etat américain pour les affaires africaines : « la paix et la stabilité de l'Afrique dépendront dans une large mesure de la croissance économique et ceci ne peut s'obtenir que par une augmentation favorable des échanges commerciaux et des investissements ». Il poursuit : « les Etats-Unis doivent mener une diplomatie plus active en Afrique ». Et d'ajouter : « le commerce extérieur et la politique étrangère ne peuvent être associés l'un à l'autre ». L'objectif de Washington est de « faire concurrence aux autres démocraties industrielles dans un marché difficile mais en expansion ». C'est ainsi qu'au cours des dernières années cinq banques américaines ont ouvert des agences à Abidjan cependant que s'implantaient quatre-vingts sociétés américaines, parmi lesquelles Phillips Petroleum et Union Carbide<sup>19</sup>. Dans le même temps, le Japon et la RFA accentuaient leur pénétration commerciale. En 1981, alors que les importations de l'Allemagne de l'Ouest en provenance des pays africains diminuaient de 3,8 % par rapport à 1980, les exportations vers l'Afrique augmentèrent de 30,2 %. Cette croissance a été réalisée en particulier en direction de l'Afrique du Sud, du Nigeria, de la Libye et de l'Egypte<sup>20</sup>. La CEE entretient des liens étroits avec les pays africains, en particulier à travers la convention de Lomé qui lie la Communauté et 63 pays d'Asie, d'Afrique et des Caraïbes. La Convention de Lomé II, qui avait été présentée comme un « modèle » de coopération, est en crise profonde. Le dispositif de stabilisation des recettes d'exportation (STABEX) qui intéressait nombre de produits de base agricoles est en faillite. En avril 1983,

---

18. SIPRI : 1981.

19. *Marchés tropicaux*, 30 avril 1982.

20. *Marchés tropicaux*, 16 avril 1982.

la CEE a présenté ses propositions en vue de la négociation d'une convention Lomé III qui entre en discussion cette année. Précédemment, un rapport de la Commission du développement (« Rapport Pisani ») avait mis l'accent sur les « stratégies alimentaires », désignant un certain nombre de pays prioritaires où des actions seraient menées (Kenya, Mali). Le rapport fut critiqué par les représentants des ACP qui craignent une banalisation et une marginalisation des relations financières, commerciales de la CEE avec l'Afrique subsaharienne au profit d'une ouverture sur la Méditerranée, l'Europe du Sud et l'Amérique latine.

Deuxième puissance coloniale après l'Empire britannique, la France fut habile à mettre en place en Afrique au lendemain des indépendances un dispositif de mise en tutelle néo-coloniale. Même si les intentions ont changé avec la venue au pouvoir d'un gouvernement de gauche en France en mai 1981, même si les orientations ont été infléchies afin de tenir compte de la souveraineté des Etats, plusieurs éléments spécifiques de la présence de la France en Afrique se sont maintenus. Celle-ci continue d'entretenir des relations exceptionnellement étroites avec un nombre limité de pays (Gabon, Côte-d'Ivoire, Togo, Sénégal) même si une volonté d'élargissement vers l'Angola, le Mozambique, le Zimbabwe, le Nigeria s'exprime. Le gouvernement français maintient un dispositif d'intervention militaire s'appuyant sur des bases. Il conserve un lieu de concertation politique par l'entremise de conférences franco-africaines périodiques. Des subventions sont accordées au fonctionnement de plusieurs Etats. La place de l'assistance technique dans la coopération est particulièrement importante. Des cadres institutionnels (ministère de la Coopération, Caisse centrale de coopération économique, groupe de conseillers à l'Elysée) assurent la mise en œuvre des relations particulières avec les Etats africains. Les anciennes sociétés commerciales (CFAO, SCOA) ont depuis les indépendances diversifiées leurs activités. C'est ainsi que si la CFAO continue de s'intéresser primordialement au secteur commercial (y compris à l'exportation vers l'Afrique de biens d'équipement), elle s'est redéployée vers la production agricole (plantations), l'industrie textile, alimentaire, les transports. La pénétration des firmes multinationales à base française s'est accélérée au cours des années 70. Pechiney Ugine Kuhlmann (PUK) est présente dans 10 pays africains à travers 13 établissements industriels. Ses intérêts vont de la bauxite à l'énergie nucléaire en passant par les activités commerciales (PUK Afrique de l'Ouest)<sup>21</sup>. Elf Aquitaine a des activités de prospection, de production, de raffinage, dans nombre de pays africains : Sénégal, Nigeria, Gabon, Angola, Congo, Cameroun. Les multinationales à base française se trouvent confrontées à

21. *Afrique Industrie*, 1<sup>er</sup> octobre 1982.

la poussée des multinationales à base américaine, allemande, japonaise. Entre autres, le caractère déséquilibré, au détriment des pays africains non producteurs de pétrole, des échanges commerciaux de la France avec ses partenaires africains est plus souvent mis en cause par ces derniers.

Face aux pressions extérieures et à l'implantation des firmes multinationales, l'Afrique met l'accent sur les coopérations régionales ou continentales. L'OUA a pris résolument position en ce sens lors de la conférence économique de Lagos (en matière de transports, d'industrialisation, de commerce). La déclaration des chefs d'Etat stipule en effet : « nous avons la ferme conviction que ces engagements conduiront à l'édification, aux niveaux national, sous-régional et régional, d'une économie africaine dynamique et interdépendante et prépareront ainsi la voie à l'établissement ultérieur d'un marché commun africain, prélude à une communauté économique africaine »<sup>22</sup>. Les relations commerciales interafricaines restent cependant réduites. Si l'on met à part le commerce fantôme résultant de la contrebande ou des relations interfrontalières, le commerce interafricain ne représente que 3 % des relations commerciales extérieures des Etats du continent. Plusieurs expériences régionales de coopération ont échoué (Afrique de l'Est) ou sont fortement contestées (CEDEAO). Les perspectives d'intégration, partout où elles s'appuient sur des volontés politiques communes (en Afrique australe face à la République, dans l'océan Indien, entre l'Angola, le Mozambique, Sao Tomé, le Cap Vert et la Guinée Bissau), si elles se matérialisent, sont un aspect décisif de la consolidation des indépendances économiques.

Dans le même temps, l'Afrique tend à s'ouvrir sur des espaces économiques extérieurs. A l'échelle du continent, l'intensification des relations entre le Nord et le Centre du continent se poursuit avec des visées distinctes de la part de l'Algérie, de la Libye, de l'Egypte. Les rapports commerciaux, financiers avec le Moyen-Orient, en particulier avec l'Arabie saoudite et les autres Etats du golfe se sont développées, quoique la chute des cours du pétrole et la guerre irako-iranienne aient engendré un ralentissement. La BADEA, le Fonds de développement de l'OPEP, les fonds nationaux de développement constituent les cadres institutionnels de la coopération financière. Les rapports commerciaux avec l'Asie prennent essor, avec la pénétration des produits des nouveaux pays industriels du Sud-Est asiatique (Singapour, Taïwan) et le développement de la coopération avec l'Inde, dixième puissance industrielle mondiale (fourniture des biens d'équipement, exportation de technologie). L'ouverture sur l'espace latino-américain se traduit en particulier par les efforts de pénétration du Brésil.

---

22. OUA : *Plan d'action de Lagos. Premier sommet économique de l'OUA*, Lagos, avril 1980.

L'ouverture sur des espaces extérieurs se manifeste en outre par l'élargissement des rapports avec les pays socialistes. La coopération de Cuba avec les pays africains remonte aux années 60. Elle a pris une dimension nouvelle avec l'engagement multiforme (politique, technique, militaire) de Cuba en Angola, puis en Ethiopie. Dans de très nombreux pays, la révolution cubaine développe des actions de coopération en matière de formation, d'agriculture, de santé. L'Union soviétique, qui dans les années soixante avait développé des rapports de coopération dense avec plusieurs pays africains (Guinée, Ghana, Egypte en particulier), a débordé le cadre de ces expériences qui furent souvent interrompues. L'Union soviétique apporte son soutien aux avancées de l'indépendance nationale et politique du continent. Elle a des relations particulièrement denses avec des pays comme l'Ethiopie, l'Angola, le Mozambique, la Libye, l'Algérie où des procès de transformation sociale sont à l'œuvre. Elle étend ses relations commerciales et sa coopération avec le Nigeria. Une coordination est recherchée au sein du COMECON. La coopération ne porte pas seulement sur des programmes de formation et d'industrialisation, mais touche au développement agricole, au secteur de la santé. La Chine, après un effacement relatif, donne, depuis deux ans, une densité nouvelle à ses rapports avec l'Afrique. Elle entretient des relations avec 43 pays africains. Il est à souligner que la plupart des pays africains appellent à des échanges plus denses et plus diversifiés avec les pays socialistes.

Ce rapide panorama de la crise en Afrique dans son enracinement dans les structures économiques et sociales peut être utilement complété par une série de remarques.

Les stratégies de l'impérialisme et des firmes transnationales à l'égard de l'Afrique sont ambivalentes, différenciées. Elles visent à une intégration de l'Afrique au sein du système capitaliste moins par le biais de transferts financiers massifs (dans l'optique des deux rapports Brandt) que par l'ouverture des espaces économiques au capital financier (avec l'appui du FMI et de la Banque mondiale et sous l'effet des pressions politiques). Elles tendent simultanément à la marginalisation, à la mise en réserve d'immenses régions du continent. L'aide publique au développement a, dans ce contexte, une fonction dédoublée : prioritairement appuyer les manœuvres du capital privé (avec pour prototype l'émergence de nouveaux pays industriels incorporés, en position subordonnée, aux centres moteurs du capitalisme) ; secondairement atténuer les risques d'explosion sociale qu'engendrent la propagation de la misère, du chômage, de tous les effets du sous-développement. On assiste ainsi à la mise en œuvre d'une sorte de « politique à deux vitesses ». La non-exclusion se paie au prix de la docilité politique, de l'abandon de souveraineté, de

l'abaissement de l'Etat, de la réalisation de profits élevés, de la subordination aux firmes transnationales.

La crise économique est indissociable de la crise sociale. Les impasses de la croissance capitaliste en Afrique se traduisent, au Kenya, au Zaïre, au Nigeria, par une fragmentation des bourgeoisies dirigeantes et possédantes en même temps que par une effervescence sociale redoublée.

L'emprise des firmes multinationales sur la production agricole en même temps que les prélèvements exercés par les couches dirigeantes sur les revenus paysans engendrent, dans les campagnes, des mouvements de résistance paysanne.

Des rassemblements sociaux aux contours élargis incluant les chômeurs des villes, les citoyens liés au secteur informel et à la petite production marchande, les jeunes écoliers et lycéens, les petits fonctionnaires, certains enseignants, les ouvriers, certaines fractions des forces armées font leur apparition.

La jeunesse, y compris écoliers, lycéens, étudiants, confère un dynamisme singulier aux mouvements de protestation politique et sociale.

Bien que rencontrant des difficultés multiples (pressions militaires, financières, menées de déstabilisation, faible assise des avant-gardes politiques), l'expérience des pays africains en mouvement vers le socialisme revêt une importance capitale. Elle est diversifiée. Elle se développe sur une large échelle dans un pays où les rapports de classe étaient particulièrement tranchés : l'Ethiopie. Elle fait face aux visées d'anéantissement de l'impérialisme en Angola, au Mozambique, dans l'Océan Indien. Entre pays s'engageant vers le socialisme, entre pays déterminés à affirmer leur souveraineté contre l'impérialisme, les liens de solidarité se renforcent.

Le mouvement du politique et du social contribue à mieux cerner ce que recouvrent les visions catastrophistes de l'avenir africain. En définitive, il s'agirait de contrôler de l'extérieur, et par négation des forces sociales et politiques du continent, ce devenir.

D'autres éléments sont à prendre en considération. Malgré les vicissitudes de l'OUA, les pays africains font montre d'une remarquable volonté politique collective, et influencent, dans un sens anti-impérialiste, les luttes pour un nouvel ordre international des pays non-alignés ou du « Groupe des Soixante-Dix-Sept ». En second lieu, il ne faut pas sous-estimer les ressources que recèlent, à long terme, les processus d'intégration et de coopération interafricains, dès lors qu'ils se constituent sur des assises politiques. Il importe, par ailleurs, de prendre la mesure de l'écart qui existe entre les gâchis (pillage, destruction de l'environnement, mise en réserve des ressources) et les potentialités. C'est manifeste, par exemple, en ce qui concerne les hommes ou l'énergie. Enfin, sans illusion sur les rythmes, il n'est pas inutile d'imaginer ce que dégagerait comme capacité d'initiatives et comme libération de ressources l'émancipation de la Nami-

bie, et de l'Afrique du Sud. Ce sont ces perspectives qui furent, par exemple, mises en avant par la Conférence de Monrovia : « Devant le constat d'une situation douloureuse et inquiétante, qui ne peut que s'aggraver dans l'avenir proche ou lointain si les mêmes méthodes continuent, la seule vision possible pour l'horizon 2000 est un changement de cap radical... La vision d'une Afrique libérée de la faim, de la maladie, de l'ignorance, du chômage, d'inégalités sociales et culturelles, de pressions et d'agressions extérieures passe nécessairement par l'autodépendance c'est-à-dire par un développement endogène avec la libre et effective participation de la population. Cela implique essentiellement la valorisation de l'utilité sociale des hommes par l'emploi, et constitue la priorité dont tout le reste devra découler<sup>23</sup>. »

---

23. Colloque de Monrovia : *Pour une autre stratégie du développement*, 12-16 février 1979.

Verlet Martin (1983)

L'Afrique dans le mouvement de la crise

Recherches Internationales, (8), 33-55. ISSN 0294-3069